

Metz le 18 juillet 2025

**Compte-rendu de la visite du Ministre de l'Économie et des Finances**  
**Eric Lombard et audience auprès de Monsieur Matias de Sainte**  
**Lorette Conseiller Juridique et Fiscalité auprès du Ministre**

Ce jeudi 17 juillet, Metz a reçu la visite ministérielle de Monsieur Eric Lombard et de l'ensemble de son aréopage.

Rue des Clercs, les locaux visités ont eu la chance d'être briqués comme un sous neuf.

La direction a décidé de mettre les petits plats dans les grands.

Elle a même privatisé l'accueil de la rue des Clercs pour l'occasion.

Et les contribuables me direz-vous ? Ils ont dû passer par une porte dérobée, accompagnés des agents de l'accueil (et oui l'activité continue) afin d'être reçus dans une partie plus éloignée et de ressortir de la même façon.

Parmi les convives nous avons pu apercevoir notre Directrice Générale Amélie Verdier, le Délégué auprès de la Directrice Générale David Litvan, et bon nombre d'Administrateurs d'État de la DDFiP Moselle. Nous nous réjouissons que certains aient redécouvert le chemin de la rue de Clercs. Cette visite a eu au moins cet avantage.

La venue de cette délégation ayant été organisée au dernier moment (la veille pour le lendemain) et au pas de charge, l'intersyndicale n'a pu échanger ni avec le Ministre ni avec la Directrice Générale. Seule une audience auprès de Monsieur Matias de Sainte Lorette a été possible.

Avant celle-ci, la Directrice Générale est venue nous exprimer son regret de ne pas pouvoir échanger avec les représentants du personnel de la Moselle et a pris date pour une nouvelle visite de sa part, ou de son Directeur Général Adjoint, en novembre 2025. Nous l'avons encouragée à venir visiter le marché de Noël à cette occasion. Nous verrons si cette annonce sera respectée. Nous lui avons quand même dit que la plus grande « richesse » de notre administration restait son collectif de travail. Ce dont elle a convenu.

**Audience auprès de Monsieur Matias de Sainte Lorette :**

Solidaires Finances Publiques Moselle a rappelé en préambule que les ressources humaines et les Conditions de Vie au Travail (CVT) devaient être préservées et améliorées à tout prix. La vague de suicides que subit notre administration est un marqueur important du mal-être des agents.

Les conséquences de la dégradation des CVT restent à résoudre. Une des formes de ce mal-être transparaît dans les addictions (alcool, drogue, médicament, etc.),

Solidaires Finances Publiques Moselle a abondé dans le sens de notre 1<sup>er</sup> ministre dans sa quête de recettes pour renflouer les caisses de l'État. Cependant, les suppressions d'emplois et les vacances de postes empêchent cette réalisation. Nous avons donné l'exemple du SIP de Metz avec ses 74 chaises et ses 55 emplois pourvus. Le turn-over des contractuels et autre formes de contrats ne facilite pas la spécialisation et implique une formation permanente des nouveaux arrivants par les collègues. Les missions qui ont été abandonnées dans de nombreux SIP (le contrôle des dossiers IR avec les montants sur

montant et ses millions d'euros de perte pour la Moselle par exemple) sont une des conséquences de cette politique d'emploi.

Nous avons relayé les craintes des agents du SDIF et des élus locaux quant à la mise en place de la Taxe d'Urbanisme (TU). Pour les collectivités locales de Moselle, nous estimons à environ 5 millions d'euros les pertes financières dues à la prescription de l'année 2022 à la fin de l'année 2025. Outre ce manque à gagner, il y a également le lien à l'impôt et le « vivre ensemble » de la population. Certaines maisons ont été assujetties à la TU ancienne mouture alors que d'autres, souvent dans le même rue ou à proximité seront « exonérées » du fait de la prescription à venir.

Concernant les pistes de recettes, nous avons alerté le conseiller sur la mise en jachère de la grande majorité des Taxes Douanières qui ont été transférées à la DGFIP. Il y a là quelques milliards à aller chercher, à condition que le gouvernement nous en donne les moyens (humains, techniques, etc.).

Monsieur Matias de Sainte Lorette nous a affirmé que le Ministre avait conscience des efforts consentis par la DGFIP. Que notre administration n'était pas une administration comme une autre.

Il a souligné que la lutte contre la fraude fiscale était un des ferments de l'acceptation de l'impôt.

Il nous a annoncé qu'un plan d'action sur les CVT était en cours d'élaboration en concertation avec les organisations syndicales nationales.

Au terme d'une 1/2 h d'échange, le conseiller nous a quittés pour rejoindre la visite ministérielle.

Nous avons poursuivi nos échanges avec Monsieur Klein et évoqué des sujets plus locaux

Solidaires Finances Publiques s'est fait le relai des collègues inspecteurs, de leur ressenti suites aux deux tours d'affectation au choix et de ce qui en découle. Les retours d'expérience pour certains « recalés » sont un peu scabreux. La direction a convenu que ces retours devaient être l'occasion pour les collègues de connaître les points à améliorer dans leur dossier.

Nous avons également rappelé que certains chefs de services cherchaient le candidat idéal : jeune, avec beaucoup d'expérience, déjà formé, etc.

Selon nous, ils ne doivent pas fermer la porte à certaines candidatures. Les formations existent et doivent permettre aux collègues de changer de métier ou de mission.

À l'issue de ce second tour, certains postes sont restés vacants. Ils seront republiés prochainement.